

Unité départementale Le Havre
48 rue Denfert Rochereau
BP 59
76084 Le Havre

Le Havre, le 18/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAS PARC PONT DE NORMANDIE

22 rue du Docteur Lancereaux
75008 Paris

Références : 20250326_PPC
Code AIOT : 0005802929

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2025 dans l'établissement SAS PARC PONT DE NORMANDIE implanté Z.I. Portuaire Sud - Entrepôts 1, 2 et 3 76430 Oudalle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection menée s'inscrit dans le programme pluriannuel d'inspection de la DREAL. Le but était de contrôler la conformité de l'exploitation au vu des enjeux principaux du site : la disposition des stockages, la maintenance des moyens de lutte contre l'incendie, le confinement des eaux sinistrées, le désenfumage et l'organisation interne d'urgence.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS PARC PONT DE NORMANDIE

- Z.I. Portuaire Sud - Entrepôts 1, 2 et 3 76430 Oudalle
- Code AIOT : 0005802929
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

SAS Parc Pont de Normandie est un entrepôt de stockage constitué de trois bâtiments occupés par différents locataires. La responsabilité de l'exploitation est portée par le propriétaire. L'entrepôt est classé à autorisation pour les rubriques 1510, 1530-1, 1532-1, 2662-1 et 2663-1a et 2a.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Réglementations générales- Arrêtés ministériels	Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article I.2.2	Demande d'action corrective	1 mois
2	Réglementations générales- Arrêtés ministériels	Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article I.3	Demande d'action corrective	1 mois
5	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article II.7	Demande d'action corrective	1 mois
6	Stockages en masse	Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article III.3.1	Demande d'action corrective	1 mois
7	Stockage en masse	Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article III.4	Demande d'action corrective	1 mois
8	Prévention des pollutions de l'eau	Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article IV.6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
10	Moyens de lutte contre un sinistre	Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article IX.3.1.1	Demande d'action corrective	12 mois
11	Moyens de lutte contre un sinistre	Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article IX.3.1.2.B	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	Moyens de lutte contre un sinistre	Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article IX.3.1.3	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Dispositions communes aux cellules de	Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article II.4.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	l'entrepôt		
4	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article II.6	Sans objet
9	Prévention des nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article VIII.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection demande notamment à l'exploitant d'assurer la levée des non-conformités établies dans les rapports de vérifications des installations électriques et d'organiser de nouvelles vérifications dans un délai court. En outre, un travail de mise en conformité avec la réglementation de l'arrêté ministériel du 03/08/2018 doit être mené.

Enfin, l'inspection demande à l'exploitant de fournir, dans un délai d'un mois, un porter-à-connaissance précis et exhaustif en matière de risque sur le stockage des palettes à l'intérieur du site. Dans le cas où le porter-à-connaissance ne serait pas apporté dans le temps imparti, une mise en demeure sera proposée par l'inspection à M. le préfet de la Seine-Maritime.

L'ensemble des demandes d'actions correctives et de justificatifs sont listées dans les fiches de constats à la suite du rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réglementations générales-Arrêtés ministériels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article I.2.2		
Thème(s) : Situation administrative, Arrêtés types		
Prescription contrôlée : Les installations, relevant des rubriques n° 2910 (installations de combustion) et n° 2925 (ateliers de charge d'accumulateurs) doivent être exploitées conformément aux prescriptions générales édictées dans les arrêtés ministériels correspondants ou à défauts les arrêtés types de l'ancienne nomenclature correspondante, sauf dispositions contraires reprises dans le présent arrêté.		
Constats : L'installation est soumise à déclaration pour la rubrique 2910, comme mentionné dans l'arrêté préfectoral susmentionné, et comme précisé dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 8/10/2014 pour ses installations de combustion, pour une puissance totale au droit du site de 4,32 MW. L'exploitant a transmis par courriel du 21/03/2025, les documents liés aux équipements de combustion (rapports de contrôles périodiques et mesures de rejets atmosphériques) présents sur site :		
Bâtiment	Date d'intervention	Puissance

A -Chaudière 1	11 février 2025	1 080 kW
A - Chaudière 2	11 février 2025	1 160 kW
B	11 février 2025	940 kW
C	18 mars 2025	850 kW

L'ensemble des chaudières fonctionne au gaz naturel.

L'installation de combustion est classée DC dans une ICPE classée à autorisation, elle n'est donc pas soumise à contrôle périodique.

Éléments de l'exploitant :

Par courriel du 02/04/2025, l'exploitant déclare que ces chaufferies, se situant à plusieurs dizaines de mètres les unes des autres, ne peuvent être considérées comme raccordables en une cheminée, et les déclare indépendantes les unes des autres.

L'exploitant déclare que ces chaudières permettent le maintien hors gel des cellules de stockage, et a transmis un courriel de son chauffagiste, spécifiant une durée d'utilisation en 2024 de 64h pour le bâtiment A, et de 129h pour le bâtiment C. L'exploitant déclare qu'au vu des faibles consommations, aucun système de pilotage n'est présent dans le bâtiment B (mais la consommation a été de 0.353 MWh en 2024), et estime en ce sens que la durée de fonctionnement globale est inférieure à 500h.

Analyse de l'inspection :

Les chaudières des bâtiments B et C ont une puissance inférieure à 1 MW. L'article 1 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 3/08/2018 applicable aux installations à déclaration 2910 précise : *"les appareils de combustion de puissance thermique nominale inférieure à 1 MW ne sont pas soumis aux dispositions du présent arrêté"*. En conséquence, les prescriptions relatives uniquement aux appareils de combustion ne s'appliquent pas pour ces deux chaudières (cela concerne les articles suivants : 1.4, 1.5, 2.1, 2.13 (10ème alinéa (organe de coupure)), 2.14, 6.2.2 à 6.4, 6.6). En revanche, les prescriptions réglementant les installations de combustion leur sont applicables.

Pour clarifier, l'arrêté ministériel susmentionné définit :

- Un appareil de combustion : "tout dispositif technique unitaire visé par la rubrique 2910-A de la nomenclature des installations classées dans lequel des combustibles sont oxydés en vue d'utiliser la chaleur ainsi produite à l'exclusion des torchères et des panneaux radiants" ;
- Une installation de combustion : "tout groupe d'appareils de combustion exploités par un même exploitant et situés sur un même site (enceinte de l'établissement) sauf à ce que l'exploitant démontre que les appareils ne pourraient pas être techniquement et économiquement raccordés à une cheminée commune. Pour les installations dont la déclaration initiale a été accordée avant le 1er juillet 1987, les appareils de combustion non raccordés à une cheminée commune peuvent être considérés de fait comme ne pouvant pas être techniquement et économiquement raccordés à une cheminée commune"

L'inspection considère comme non raccordables des appareils séparés d'une distance supérieure à 300 m. A moins d'apporter les plans justifiant que la distance entre les chaudières est supérieure à 300 mètres, l'exploitant doit justifier techniquement et économiquement que les appareils de combustion sont indépendants s'il souhaite que le classement ICPE prenne en compte des

installations distinctes entre les bâtiments.

En conséquence, et en l'état actuel des choses, l'installation en présence au droit du site est une installation de 4,32 MW, les prescriptions, notamment de l'article 6.2.4 de l'arrêté ministériel susmentionné s'appliquent, puisque la puissance de l'installation est supérieure à 2MW :

NOX	SO2	Poussières
150 mg/Nm ³	-	-

L'inspection recommande à l'exploitant d'inscrire les VLE dans les rapports de mesures de rejets atmosphériques, afin de comparer les résultats obtenus et de statuer sur la non-conformité.

L'exploitant ayant fourni ses rapports, l'inspection note des non-conformités pour :

Chaudière	Concentration en NOx (mg/Nm ³)
Bâtiment A	158
Bâtiment B - 1	152
Bâtiment B - 2	168

L'inspection demande donc à l'exploitant de prendre les mesures nécessaires pour lever ces non-conformités.

Documents de l'exploitant :

En plus des rapports de mesures des émissions atmosphériques, l'exploitant a fourni à l'inspection les rapports d'inspection périodiques de l'ensemble des chaudières du site.

Les chaufferies du bâtiment A et B présentent des non-conformités, dues à des appareils de contrôle manquants (indicateurs de température des gaz de combustion, du fluide caloporteur, ou des fumées). L'exploitant a fourni les attestations pour la levée de ces non-conformités.

Pour la chaufferie 1 du bâtiment A, il est spécifié que l'affichage des procédures, des consignes d'exploitation et des consignes de sécurité n'a pas été réalisé.

Constats de l'inspection :

L'inspection a constaté, dans le local chaufferie 1 du bâtiment A que le livret de chaufferie était bien tenu à jour. En revanche, l'inspection n'a pas noté l'affichage des procédures susmentionnées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n° 1 :

L'inspection demande à l'exploitant de prendre les mesures nécessaires pour lever les non-conformités des rejets de trois de ses chaudières. Un plan d'action avec échéancier doit être transmis dans le mois.

<p><u>Demande d'action corrective n° 2 :</u> L'inspection demande à l'exploitant de réaliser, dans un délai d'un mois, l'affichage des procédures demandé dans les rapports d'inspection périodiques des chaudières.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Réglementations générales-Arrêtés ministériels

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article I.3</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Modifications</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification apportée par le demandeur, à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation accompagnés de l'avis du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.</p> <p>Ces modifications doivent être intégrées dans une version mise à jour de l'étude d'impact et de dangers tenue à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au regard des enjeux abordés et du temps alloué à l'inspection, la poursuite de l'instruction des porters-à-connaissance en cours sera réalisée lors d'une prochaine inspection.</p> <p><u>Constats de l'inspection :</u> Lors de la visite, l'inspection a constaté que des palettes étaient stockées en bordure de voie au nord du bâtiment B du site (cf. Photos en annexe).</p> <p><u>Analyse de l'inspection :</u> Ce stockage n'étant pas autorisé dans le dossier d'autorisation initial, et l'exploitant n'ayant formulé aucune demande à ce propos, l'inspection demande à l'exploitant de lui fournir, dans un délai d'un mois, un porter-à-connaissance détaillé avec l'ensemble des éléments d'appréciation sur la teneur de la modification, sa raison, et la prise en compte de l'ensemble des risques générés, ainsi que les adaptations des moyens de maîtrise des risques inhérents à ce stockage. Des modélisations des zones d'effets via FLUMILOG, et l'intégration dans l'étude de dangers de votre site, le dimensionnement et l'accessibilité des moyens incendie et les modalités d'intervention sur zone doivent être décrits dûment. Il est à noter que l'exploitant a déclaré que le porter-à-connaissance était en cours de rédaction par son bureau d'études. En raison de l'engagement pris par l'exploitant, il n'est pas proposé pour le moment de mise en demeure, sous réserve qu'il respecte le délai de restitution formulé dans la présente demande.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

Demande d'action corrective n° 3 :

L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre, sous un délai d'un mois, un porter-à-connaissance détaillé avec l'ensemble des éléments d'appréciation sur la teneur de la modification, sa raison, et la prise en compte de l'ensemble des risques générés, ainsi que les adaptations des moyens de maîtrise des risques inhérents à ce stockage. Des modélisations des zones d'effets via FLUMILOG, et l'intégration dans l'étude de dangers de votre site, le dimensionnement et l'accessibilité des moyens incendie et les modalités d'intervention sur zone doivent être décrits dûment.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Dispositions communes aux cellules de l'entrepôt

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article II.4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Comportement au feu des cellules de stockage

Prescription contrôlée :

L'entrepôt est compartimenté en cellules de stockage de 6 000 m² maximum afin de limiter la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie et de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre.

Les cellules de stockage doivent respecter les dispositions suivantes :

- les murs séparant les cellules de stockage doivent :
 - être coupe-feu de degré minimum 2 heures (au minimum REI 120),
 - dépasser d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement
- être prolongées latéralement aux murs extérieurs sur une largeur de 1 mètre en saillie de la façade dans la continuité de la paroi[...]
- les percements effectués dans les murs ou parois séparatifs, par exemple pour le passage de gaines, doivent être rebouchés afin d'assurer un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces murs ou parois séparatifs,[...]

Constats :

Le précédent rapport d'inspection du 23 avril 2019 mentionnait les porter-à-connaissance sur les modifications voulues par l'exploitant sur le bâtiment C. Ce rapport prend acte de la dérogation demandée aux murs REI 120 sur la paroi périphérique au nord du bâtiment C, sous réserve que l'exploitant justifie que le seuil des flux létaux (5 kW/m²) ne sort pas des limites de propriété en cas d'incendie dans les cellules 1 et 2 du bâtiment C.

L'exploitant a transmis, par courriel du 26/03/2025, la modélisation l'attestant.

Constats de l'inspection :

Lors de la visite sur le terrain, l'inspection n'a pas constaté d'altération particulière des murs

coupe-feu du bâtiment B (Cellule 4).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article II.6
Thème(s) : Risques accidentels, désenfumage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>La commande manuelle des exutoires doit être au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes.</p> <p>Ces commandes manuelles doivent être facilement accessibles depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage.</p> <p>Des amenées d'air frais d'une superficie égale à la surface des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, doivent être réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Organisation interne :</u></p> <p>L'exploitant est le propriétaire des trois entrepôts et fait de la gestion pour compte de tiers. Les cellules sont louées pour des durées plus ou moins longues, les baux étant d'une durée de 3, 6 ou 9 ans. L'exploitant centralise les opérations de maintenance générales dont il a la responsabilité, et certaines opérations de maintenance ciblées restent à la charge du locataire. Ces vérifications réglementaires sont regroupées dans un tableau informatique exploité par le gestionnaire, et la levée des non-conformités et observations y est également consignée, avec précision de la date d'intervention. Le sujet du désenfumage est à la charge de l'exploitant.</p> <p><u>Documents de l'exploitant :</u></p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection les derniers rapports de maintenance des systèmes de désenfumage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le rapport de vérification du bâtiment A (intervention du 30/05/2024), décrit un état fonctionnel avec 46 anomalies. L'exploitant a transmis les justificatifs pour le remplacement des cartouches des thermo-déclencheurs. En outre, l'exploitant a transmis des certificats de bon fonctionnement pour les systèmes de désenfumage, et fermeture des portes coupe-feu. - Le rapport de vérification du bâtiment B (intervention du 25/09/2024), décrit une installation partiellement fonctionnelle avec 11 anomalies, et notamment des problématiques d'ouverture de lanterneaux. L'exploitant a transmis un rapport d'intervention du 19/09/2024 concernant la réparation de ces anomalies. - Le rapport de vérification du bâtiment C (intervention du 04/06/2024) mentionne un état fonctionnel avec deux anomalies. L'exploitant a justifié la levée de ces anomalies par transmission d'une fiche d'intervention en date du 25/09/2024. <p><u>Éléments de l'exploitant :</u></p>

L'exploitant a déclaré que ces vérifications étaient faites de manière annuelle.

Constats de l'inspection :

L'inspection a constaté sur le terrain que des dispositifs de désenfumage étaient présents de chaque côté de l'entrepôt.

L'amenée d'air frais est garantie par des lanterneaux en toiture.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article II.7

Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre

Prescription contrôlée :

Les installations électriques doivent être réalisées conformément au décret n°88-1056 du 14 novembre 1988 pris pour l'exécution des dispositions du livre II du code du travail en ce qui concerne la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques.

À proximité d'au moins une issue, un interrupteur central doit être installé, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique pour chaque cellule.

Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et contrôlées après leur installation initiale ou leur modification par une personne compétente.

Des contrôles périodiques doivent être effectués dans les conditions fixées par l'arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs.

Les installations doivent être protégées contre les effets directs et indirects de la foudre, conformément à l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 et à ses circulaires d'application du 28 janvier 1993 et 28 octobre 1996 ainsi qu'à la norme NFC 17-100 et NFC 17-102.

Les documents attestant de la conformité des installations par rapport aux références précitées doivent être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

En lien avec le point précédent, la vérification périodique des installations électriques est de la responsabilité des locataires des bâtiments.

Documents de l'exploitant :

L'exploitant a transmis, par courriel du 21/03/2025, les rapports de vérification périodique des installations électriques suivants :

- **pour les chaufferies 1 et 2 du bâtiment A et la chaufferie du bâtiment B :** deux non-conformités ont été notées lors du contrôle. Le compte-rendu Q18 concluait à l'existence d'un risque d'incendie ou d'explosion. Néanmoins, l'exploitant a fourni une attestation de l'électricien pour la levée des non-conformités énumérées, notamment sur les dispositifs à courant différentiel ;
- **pour le bâtiment C** (local du tableau général basse tension TGBT, chaufferie) : trois non-conformités ont été notées lors du contrôle. Le compte-rendu Q18 aboutit à une absence de

risques d'incendie et d'explosion. Néanmoins, l'exploitant a fourni une attestation de levée d'observation pour la troisième remarque faite dans le rapport.

En revanche, aucune coupure électrique n'a été autorisée le jour de la visite. L'autre remarque formulée est que l'exploitant n'a pas autorisé la dépose des plastrons.

- **sur le périmètre CFAO (XP LOG) - locataire du bâtiment C** : Le compte-rendu Q18 (intervention du 14/10/2024) aboutit à la conclusion que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion. Le rapport liste deux non-conformités : l'absence de protection contre les surcharges du matériel et le pouvoir de coupure insuffisant. L'exploitant a transmis le bon d'intervention sur le levée des non-conformités, les travaux étant notés finalisés ;

- **sur le périmètre COSCO - locataire du bâtiment C** : Le compte-rendu Q18 (intervention du 27/02/2025) conclut à une vérification partielle, et à un risque d'incendie et/ou d'explosion. La non-conformité relevée avait déjà été signalée : Absence ou inadaptation des dispositifs de protection contre les surintensités. L'exploitant a montré lors de la visite un justificatif de l'intervention du 27/03/2025 ;

- **sur le périmètre de LVO - locataire du bâtiment A** : Le compte-rendu Q18 (intervention du 02/12/2024) communiqué conclut à une vérification partielle, et à un risque d'incendie et/ou d'explosion. Quatre non-conformités ont été listées dans le rapport. Par courriel du 02/04/2025, l'exploitant a transmis un nouveau certificat Q18 complet, à la demande de l'inspection. La vérification a bien été complète, néanmoins le risque d'incendie/explosion est maintenu ;

- **sur le périmètre de SD LOG - locataire du bâtiment B** : L'exploitant a communiqué un compte-rendu Q18 (intervention du 19/11/2024) complet, qui aboutit à une absence de risque d'incendie et d'explosion. Néanmoins, il est noté que le dysfonctionnement des dispositifs différentiels à courant résiduel n'a pas été vérifié, car la coupure n'était pas autorisée. L'exploitant a transmis par courriel du 02/04/2025 le dernier rapport Q18 réalisé en date du 25 mars 2025. La vérification susmentionnée n'a toujours pas été réalisée. Un complément de visite a également été communiqué pour le 29/03/2025. Une coupure d'alimentation électrique a été faite, et le rapport aboutit un non-fonctionnement des protections différentielles ;

- **sur le périmètre SETCARGO - locataire du bâtiment A** : L'exploitant a transmis le compte-rendu Q18 (intervention du 04/02/2025). La vérification a été complète et aboutit à une absence de risques d'incendie et d'explosion. Néanmoins, le dysfonctionnement des dispositifs différentiels à courant résiduel n'a pas été vérifié ;

- **sur le périmètre SIFA - locataire du bâtiment C** : Le certificat Q18 transmis (intervention du 18/12/2024) décrit une vérification complète, et aboutit à une absence de risques ;

- **sur le périmètre VH - locataire du bâtiment A** : Le certificat Q18 transmis (intervention du 18/12/2024) décrit une vérification complète, et aboutit à une absence de risques. La coupure d'alimentation électrique n'a pas été autorisée, et la vérification du dysfonctionnement des dispositifs différentiels à courant résiduel n'a pas été réalisée.

Remarque: un certificat Q18 est un compte-rendu de vérification des installations électriques établi sur la base d'un référentiel de l'APSAD (assemblée plénière de sociétés d'assurances dommages). Ce document complète les rapports réglementaires établis au titre du Code du travail, pour caractériser le niveau de risque ou d'incendie présenté par une installation électrique.

Analyse de l'inspection :

L'inspection rappelle à l'exploitant que les vérifications doivent être réalisées dans des conditions permettant la complétude du contrôle. En ce sens, l'inspection demande à l'exploitant, pour les zones correspondant aux locataires VH, SETCARGO de réaliser sous un délai d'un mois un contrôle exhaustif, dans les conditions qui permettent la complétude de la vérification.

En outre, des vérifications complémentaires doivent être réalisées pour le locataire COSCO, dans les conditions qui permettent la complétude de la vérification.

Pour le locataire LVO, l'exploitant doit lever les non-conformités majeures listées dans le rapport

de vérification dans un délai d'un mois.

Pour le locataire SD LOG, les non-conformités listées dans le rapport complémentaires doivent être levées dans un délai d'un mois.

Constats de l'inspection :

L'inspection a constaté, dans le bâtiment B, que l'emplacement de l'interrupteur général du bâtiment était mal connu de l'exploitant.

Analyse de l'inspection :

L'inspection demande à l'exploitant de renforcer l'information et la sensibilisation concernant l'interrupteur, et de l'indiquer de manière plus claire sur le terrain.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n° 4 :

L'inspection demande à l'exploitant, dans un délai d'un mois, pour les zones correspondant aux locataires VH, SETCARGO de réaliser un contrôle exhaustif des installations électriques, dans les conditions qui permettent la complétude de la vérification.

Demande d'action corrective n° 5 :

L'inspection demande à l'exploitant de réaliser, dans un délai d'un mois, une nouvelle vérification complémentaire pour le locataire COSCO, dans les conditions qui permettent la complétude de la vérification.

Demande d'action corrective n° 6 :

L'inspection demande à l'exploitant de lever, dans un délai d'un mois, pour le locataire LVO, les non-conformités majeures listées dans le dernier rapport de vérification.

Demande d'action corrective n° 7 :

L'inspection demande à l'exploitant de lever, dans un délai d'un mois, pour le locataire SD LOG, les non-conformités listées dans le rapport complémentaires.

Demande d'action corrective n° 8 :

L'inspection demande à l'exploitant, dans un délai d'un mois, d'indiquer clairement sur le terrain l'emplacement de l'interrupteur et de renforcer l'information de son emplacement dans les procédures internes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Stockages en masse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article III.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales

Prescription contrôlée :

Le stockage doit être organisé de telle façon qu'au minimum le tiers de la surface au sol n'est en

aucun cas utilisé à des fins de stockage.

Les matières conditionnées en masse (sac, palette,...) doivent former des îlots limités de la façon suivante :

- surface maximale des îlots au sol : 500 m² (pour les produits classés sous la rubrique n° 1510),
- hauteur maximale de stockage : 8 mètres,
- distance entre deux îlots : 2 mètres minimum,
- une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des îlots et la base de la toiture ou le plafond ou de tout système de chauffage. Cette distance doit respecter la distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie,
- une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois, aux éléments de structure et à la base de la toiture ou du plafond ou de tout système de chauffage

Les matières chimiquement incompatibles ou pouvant entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ne doivent pas être stockées dans la même cellule.

Constats :

Constats de l'inspection :

Lors de la visite, l'inspection a constaté, lors de son passage dans le bâtiment A en cellules 7 et 8 contenant des stockages en masse que les îlots n'étaient pas suffisamment démarqués, puisque la distance entre eux étaient inférieure à 2 mètres.

Analyse de l'inspection :

L'inspection a demandé une correction rapide des stockages avec une formalisation du plan. L'exploitant a transmis, par courriel du 02/04/2025 des photos montrant la démarcation claire entre les îlots vus au jour de la visite à l'aide de rubans de balisage. L'inspection demande à l'exploitant de pérenniser cette séparation en procédant à un marquage au sol permettant de garantir l'espace réglementaire entre les îlots, et leur surface maximale de 500 m². L'exploitant a transmis un plan de ces stockages. Leur surface doit être spécifiée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n° 9 :

L'inspection demande à l'exploitant de pérenniser dans l'ensemble des cellules du bâtiment A contenant du stockage en masse, dans un délai de 1 mois, le marquage fait au sol pour la démarcation de ses îlots. En outre le plan des stockages doit être complété des surfaces.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Stockage en masse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article III.4

Thème(s) : Risques accidentels, Stockage en palettiers

Prescription contrôlée :

<p>Les palettiers doivent être efficacement protégés contre les chocs et être régulièrement entretenus pour en garantir le niveau de sécurité.</p> <p>Le stockage des marchandises entreposées sur palettiers doit se faire de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • allées de circulation : largeur minimale de 2 mètres, • un espace minimum de 0,30 mètre doit être maintenu entre toutes parois et les palettiseurs, • un espace minimal de 1 mètre doit être maintenu entre le sommet des blocs et les installations d'extinction automatique d'incendie.
<p>Constats :</p> <p><u>Constats de l'inspection :</u> L'inspection a constaté, en visitant la cellule 4 du bâtiment B, que l'écart entre les palettiers et les parois de la cellule est inférieur à 30 centimètres.</p> <p><u>Analyse de l'inspection :</u> Un écart de 30 centimètres doit être maintenu entre les parois et les palettiers pour limiter la propagation d'un incendie. L'exploitant doit maintenir cet écart.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande d'action corrective n° 10 :</u> L'inspection demande à l'exploitant de disposer ses palettiers, dans un délai d'un mois, à une distance minimale de 30 cm par rapport aux parois des cellules.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 8 : Prévention des pollutions de l'eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article IV.6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Capacité de confinement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit prendre toutes les dispositions pour éviter toute pollution de l'environnement par des écoulements accidentels de substances dangereuses, polluantes ou toxiques ainsi que par les eaux incendie.</p> <p>Le site doit être équipé d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent pouvant recueillir <i>a minima</i> 2 000 m³ d'eaux susceptibles d'être polluées lors d'un incendie ou d'un accident (y compris les eaux d'extinction).</p> <p>[...]</p> <p>Un système doit permettre l'isolement du réseau de collecte des eaux susceptibles d'être polluées (eaux d'incendie et eaux pluviales polluées).</p>

Ces dispositifs doivent être maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande.
Leur entretien et leur mise en fonctionnement doivent être définis par consigne.

Constats :

Constats de l'inspection :

L'inspection a contrôlé la vanne de confinement à l'est du bâtiment B. La vanne n'était pas indiquée, et la procédure de fermeture n'était pas affichée. L'inspection n'a pas réalisé de test le jour de la visite.

La vanne est actionnable à distance (appui sur une commande), ou manuellement en tournant la manivelle. Il n'y a pas d'actionnement possible à partir d'un poste de commande.

Éléments de l'inspection :

L'exploitant déclare réaliser des sensibilisations sur les dangers accidentels tous les deux ans. Il a déclaré qu'une sensibilisation serait faite prochainement en raison de l'arrivée de nouveaux locataires.

L'exploitant a déclaré également qu'une vérification de la manœuvrabilité des vannes était réalisée par la société chargée de la protection incendie.

Analyse de l'inspection :

L'étanchéité des vannes n'étant pas vérifiée, l'inspection demande à l'exploitant, conformément à la prescription susmentionnée de définir par consigne une vérification à minima annuelle de cette étanchéité. L'exploitant a transmis par courriel du 02/04/2025 le rapport de contrôle de 4 vannes martellières au droit du site. Ce rapport recommande de passer à une commande à distance et un contrôle des mesures électriques tous les deux ans. Le contrôle mentionne une vérification de la fin de course, mais le rapport ne précise pas si un test d'étanchéité interne a été réalisé, ou s'il s'agit simplement de la vérification de fonctionnement du capteur. En outre, le rapport ne mentionne pas le résultat d'essais d'une des vannes de l'établissement.

La vérification hebdomadaire des vannes du site telle qu'elle est réalisée actuellement ne permet pas de s'assurer du fonctionnement des vannes. L'exploitant doit mettre en place un test de fermeture de la vanne afin de s'assurer que les vannes fonctionnent, en dehors des contrôles d'étanchéité, pour un suivi régulier de ce matériel.

En outre, l'inspection a demandé à l'exploitant à l'issue de la visite de mettre en place une procédure de fermeture des vannes sur site, afin de faciliter leur emploi par tout intervenant en cas d'incendie. L'exploitant a fourni par courriel du 2 avril des photos de 3 vannes avec la mise en place de la procédure d'actionnement. Néanmoins, l'affichage tel qu'il a été réalisé semble vulnérable aux intempéries, et doit être fait sur les 5 vannes du site.

En outre, l'exploitant doit également s'assurer qu'en cas de mise hors tension du site, les vannes descendent bien automatiquement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n° 11 :

L'inspection demande à l'exploitant de formaliser un test d'étanchéité annuel ou biennuel (comme le rapport d'entretien le préconise) sur l'ensemble des vannes de confinement du site. Un protocole doit être formalisé dans un délai d'un mois, et une vérification exhaustive de l'étanchéité interne doit être réalisée dans un délai de 3 mois.

Demande d'action corrective n° 12 :

L'inspection demande à l'exploitant de formaliser, dans un délai d'un mois, une vérification de la manœuvrabilité de l'ensemble des vannes du site à une fréquence adaptée, afin de garantir l'entretien courant selon la prescription susmentionnée.

Demande d'action corrective n° 13 :

L'inspection demande à l'exploitant, dans un délai d'un mois, d'indiquer l'ensemble des vannes sur le terrain et de réaliser un affichage de mode opératoire d'actionnement sur chaque vanne pérenne dans le temps.

Demande de justificatifs n° 1 :

L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre, dans un délai d'un mois, de lui transmettre les justificatifs sur le comportement des vannes en cas de coupure d'électricité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Prévention des nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article VIII.5

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des valeurs d'émission

Prescription contrôlée :

L'exploitant devra faire réaliser une mesure de bruit **dans les six mois suivant le début de l'exploitation.**

L'exploitant devra, ensuite, faire réaliser périodiquement, **au minimum tous les trois ans**, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi aux emplacements les plus représentatifs des bruits émis par son établissement.

La mesure des émissions sonores est réalisée selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.

La durée de chaque mesure est d'une demi-heure au moins.

En cas de non conformité, les résultats de mesure sont transmis à l'inspection des installations classées, accompagnés de propositions en vue de corriger la situation.

L'exploitant doit tenir un registre dans lequel il reporte les éléments suivants :

- carte localisant toutes les zones d'émergence réglementées existantes au moment de la notification de l'arrêté,
- la définition des points de mesure dans les zones précédentes,
- la fréquence des mesures de bruits à effectuer.

Constats :

L'exploitant a transmis par courriel du 21/03/2025 le rapport acoustique pour une intervention réalisée du 26/07/2023 au 27/07/2023.

Quatre points de mesures ont été répartis à l'est du bâtiment B, au sud-ouest du site, et au nord du site.

Les valeurs mesurées sont inférieures aux émergences réglementaires limites.

Les mesures ont été réalisées sur une plage fixe de 10h à 18h du 26/07/2023 au 28/07/2023, une journée entière, dans des conditions favorables à la propagation sonore (temps sec et dégagé).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Moyens de lutte contre un sinistre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article IX.3.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Défense extérieure

Prescription contrôlée :

La défense extérieure contre l'incendie est composée de 4 poteaux incendie par bâtiment normalisés (NFS 61-213) qui doivent assurer pour chacun d'eux et simultanément un débit minimal de 1 000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar (NFS 62-200).

L'installation doit assurer le débit requis de 4 000 litres/minute à partir des poteaux précités.

Le réseau doit être maillé, sectionnable et alimenté par deux sources en eau distinctes.

[...]

Constats :

L'exploitant a transmis en amont de la visite, par courriel du 21/03/2025, les rapports de 2024, 2023 et 2023 pour les poteaux incendie sur site.

Documents de l'exploitant :

Les résultats des mesures de débit sur les poteaux testés individuellement sont conformes à la prescription susmentionnée.

Chaque année, l'exploitant réalise également des essais en simultané sur certains poteaux incendie :

Année	Poteaux testés simultanément
2022	<u>Bâtiment A</u> : 4, 5, 7 --> débit total : 430 m ³ /h ; <u>Bâtiment B</u> : 2, 7, 3 --> débit total : 425 m ³ /h <u>Bâtiment C</u> : pas de test en simultané
2023	<u>Bâtiment A</u> : 4, 5, 7 --> débit total : 380 m ³ /h ; <u>Bâtiment B</u> : 2,7,3 --> débit total : 424 m ³ /h ; <u>Bâtiment C</u> : 6,7,8 --> débit total : 557 m ³ /h

2024

Bâtiment A : 3, 4, 5 --> débit total : 336 m³/h ;
Bâtiment B : 3, 4, 5 --> débit total : 375 m³/h ;
Bâtiment C : 3,4,6 --> débit total : 326 m³/h

Les débits testés en simultané sont donc conformes à la réglementation.

Eléments de l'exploitant :

L'exploitant a déclaré que les tests en simultané étaient réalisés chaque année sur les poteaux les plus défavorisés.

Analyse de l'inspection :

Il est à noter que les contrôles en simultané sur les poteaux incendie du bâtiment A sont réalisés sur les mêmes poteaux (3, 4, 5, 7) pendant trois ans. L'inspection demande à l'exploitant de s'assurer que l'ensemble des poteaux permettent bien de respecter la prescription, en réalisant également les contrôles sur d'autres poteaux que ceux défavorisés. En ce sens, l'inspection demande à l'exploitant d'organiser le contrôle annuel des poteaux incendie, de sorte à ce que :

- le débit des poteaux les plus défavorisés soit mesuré tous les ans ;
- chaque poteau du site puisse être testé lors d'un essai en simultané au moins tous les deux ans.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n° 14 :

L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place, dans un délai de 12 mois, la procédure mentionnée dans la fiche de constat précitée, en organisant le prochain contrôle des poteaux incendie tel que :

- l'essai en simultané des poteaux incendie les plus défavorisés soit réalisé ;
- les poteaux n'ayant pas fait l'objet d'un essai en simultané l'année précédente fassent l'objet d'un essai en simultané.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 12 mois

N° 11 : Moyens de lutte contre un sinistre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article IX.3.1.2.B

Thème(s) : Risques accidentels, Défense intérieure-Réseau de sprinklage

Prescription contrôlée :

Chaque cellule doit être équipé d'un système d'extinction automatique à eau de type sprinkler.
[...]

Les pompes du réseau de sprinklage doivent assurer en toutes circonstances les performances du réseau.

Les systèmes d'extinction automatique d'incendie doivent être conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux normes en vigueur.

Ils doivent être contrôlés à la réception puis au moins une fois par an par un organisme agréé.

Constats :

L'exploitant a transmis par courriel en amont de la visite les 3 derniers rapports semestriels de contrôle des systèmes d'extinction automatique.

Documents de l'exploitant :

Le rapport de contrôle du 12/12/2024 spécifie des non-conformités avec risques de mise en échec, et d'autres non-conformités.

En particulier, certaines non-conformités avec risques de mise en échec sont formalisées depuis 2022. Les non-conformités avec risques de mise en échec :

1. Le rapport de contrôle précise que des aérosols incompatibles avec le système de sprinklage sont présents en cellule 7 et 1 ;
2. Le rapport de contrôle spécifie deux non-conformités avec risques de mise en échec pour le locataire Logibam dans le bâtiment C ;
3. Le rapport de contrôle précise la présence d'huile de moteur et de liquides inflammables incompatibles avec la protection sprinklage dans le bâtiment C, avec le locataire CFAO ;
4. Le poste 15 dans la cellule 6 est à l'arrêt ;
5. Le rapport de contrôle précise la présence d'huile moteur et de liquides inflammables incompatibles avec la protection sprinklage.

En outre, des non-conformités sans risque de mise en échec sont également formulées :

- Le rapport de contrôle spécifie que le SAS bureau B2 dans le bâtiment B n'est pas suffisamment sprinklé ;
- Le rapport de contrôle spécifie la présence d'un bâtiment modulaire non sprinklé dans la cellule 6, bâtiment A.

Le rapport de contrôle liste un certain nombre d'observations.

Eléments de l'exploitant :

Concernant les non-conformités avec risques d'échec :

L'exploitant déclare que les non-conformités 3 et 5 ont été levées en retirant les stocks concernés.

L'exploitant déclare également que les aérosols incompatibles décrits dans la non-conformité 1 ont été amenés en cellule 4, avec les autres aérosols.

La non-conformité n° 2 est levée car le locataire concerné a quitté les lieux.

L'exploitant a transmis, en amont de la visite, les ordres de service pour la levée des non-conformités pour les bâtiments A, B et C en lien avec ce qui a été noté dans le rapport de contrôle.

L'exploitant déclare également que le poste 15 a été remplacé. Il a également fourni le bon d'intervention pour cette opération.

Concernant les non-conformités sans risques de mise en échec :

L'exploitant a déclaré que le bâtiment modulaire en question a bien été évacué, et que le sprinklage a été rétabli de manière adaptée dans les bureaux du bâtiment B, en déplaçant la cloison. L'exploitant a fourni un rapport d'intervention pour la levée de cette dernière conformité dans le bâtiment B.

Constats de l'inspection :

L'inspection a constaté que le poste 15 était en état de marche sur site.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande de justificatifs n° 2 :</u> L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre, dans un délai de 3 mois, le prochain rapport de vérification du système de sprinklage pour attester de la levée des non-conformités listées dans le dernier rapport de contrôle du 12/12/2024.</p> <p><u>Demande de justificatifs n° 3 :</u> L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre, dans un délai d'un mois, l'échéancier concernant la levée des observations formulées dans le rapport du 12/12/2024.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Moyens de lutte contre un sinistre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article IX.3.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération interne - Formation du personnel - Exercices incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir un plan d'opération interne (POI) qui doit définir les méthodes d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens à mettre en œuvre en cas d'accident, en vue de protéger le personnel et les populations. Le personnel doit être formé à la manipulation des moyens de secours. Ces exercices doivent avoir lieu au moins tous les six mois et être transcrits sur le registre de sécurité Un exercice de défense contre l'incendie doit être organisé dans le trimestre suivant l'ouverture de l'établissement avec mise en œuvre du plan d'opération interne. Il doit ensuite être renouvelé tous les deux ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis en amont de la visite, par courriel du 18/12/2024 son POI, ainsi que le compte-rendu de son dernier exercice incendie réalisé le 11/04/2024 sur le site par courriel du 21/03/2025.</p> <p><u>Documents de l'exploitant :</u> L'exercice incendie du 11/04/2024 a été développé sur le scénario suivant : un départ de feu en cellule 4 du bâtiment B. Le compte-rendu précise les points forts et les points limitants, parmi lesquels :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'audibilité de l'alarme ; - les chauffeurs sont restés dans leur camion pendant l'exercice ; - l'alerte entre les différents bâtiments de l'entrepôt ; - l'organisation avec la police maritime ;

- le portail n'était pas fermé.

Le POI transmis inclut également le compte-rendu de l'exercice réalisé en 2018 sur l'entrepôt, et questionne le rôle du gardien qui n'a pas été clairement défini, notamment sur la levée de doute, l'alerte et l'information du propriétaire de la situation. A cette époque, le PDI n'avait pas été communiqué aux locataires.

Éléments de l'exploitant :

L'exploitant a déclaré que le POI avait été transmis à tous, mais que chacun avait ses procédures internes. Le locataire SD LOG présent le jour de l'inspection a montré son PDI à l'inspection. L'exploitant a déclaré qu'un travail commun avec les locataires allait être mené pour uniformiser les pratiques et renforcer la cohérence entre les différentes procédures.

Concernant la sensibilisation des externes, SD LOG a dit travailler sur la digitalisation des mesures d'urgence en plusieurs langues.

Analyse de l'inspection :

Les procédures doivent être accordées entre les locataires et le propriétaire, sur les aspects de communication, et organisationnels. L'exploitant a déclaré qu'un nouvel exercice serait réalisé dans le courant de l'année. L'inspection demande à l'exploitant d'être avertie de la date, et de concentrer son attention sur la communication des informations avec les externes (transporteurs), les services devant être prévenus, mais également entre les différents locataires et le propriétaire.

L'alarme devant être audible en tout point, l'inspection demande à l'exploitant de faire réaliser un test d'audibilité dans un délai de 1 mois.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n° 15 :

L'inspection demande à l'exploitant de faire réaliser un test d'audibilité de l'alarme dans un délai de 1 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois